

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE



MEDEF
Ardennes - Aube
Champagne-Ardenne
Haute-Marne /Marne





L'Union Economie	La gestion est plus ludique qu'il n'y parait	page 3
L'Union	Je t'aime moi non plus	page 4
Petites Affiches Matot Braine	Ne pas perdre de valeur ajoutée	page 5
L'Union Economie	UIMM On rame pour recruter	page 6
L'Union Economie	Ma mini-entreprise ne connait pas la crise	page 7
Le Journal de la Haute-Marne	Bâtiment : le Medef déplore une baisse des prix et des marges	page 8
L'Est Eclair	Le Medef régional veut relancer Cap 2030	page 9



CONCOURS. Une initiative originale pour les lycéens

La gestion est plus ludique qu'il n'y paraît

Pour la seconde année consécutive, le rectorat de l'académie de Reims, sous couvert du ministère de l'Éducation nationale, en partenariat avec le Medef Champagne-Ardenne, le GIP EFTLV (Éducation et formation tout au long de la vie) et d'autres partenaires, organise un tournoi de gestion académique, cofinancé par le Fonds social européen.

Le tournoi de gestion est une action originale et unique en France initiée par le recteur de l'académie de Reims pour dynamiser l'image de la gestion. Il s'adresse à l'ensemble des élèves de seconde générale (enseignement d'exploration, principes fondamentaux de l'économie et de la gestion) et de secondes professionnelles tertiaires de l'académie. Ce tournoi a pour objectif de sensibiliser les jeunes lycéens à l'importance des sciences de la gestion dans le monde économique actuel et aux problématiques générées.

Pas moins de 333 équipes, soit plus de 1 500 élèves, ont participé à l'épreuve de qualification les 24, 25 et 26 janvier dans les lycées de l'académie dont certains ont reçu la visite du recteur Alexandre Steyer.

Cette première épreuve s'est déroulée sous la forme d'un quiz en ligne à partir de cinq thèmes issus des apprentissages en éco-



Pas moins de 1 500 élèves de seconde ont participé à l'épreuve de qualification.

nomie/gestion des élèves de seconde : culture économique, juridique et sociale ; développement durable ; l'entreprise et son marché ; la communication et les technologies numériques ; l'adolescent consommateur.

À l'issue de ce quiz, les dix équipes qualifiées se retrouveront le mercredi 30 mars pour participer au jeu de simulation d'entreprise en réseau.

Cette rencontre pédagogique et ludique permettra à ces équipes de mettre en pratique leurs connaissances de gestion, de communication, et de se mettre en situation de prise de décision en fonction d'aléas et du

positionnement des autres acteurs.

Les deux phases de ce tournoi de gestion sont intégralement réalisées par des enseignants d'économie-gestion, sous la responsabilité de leurs inspecteurs référents. Cette année, le jeu de simulation d'entreprise en réseau sera réalisé par les étudiants du BTS informatique de gestion du lycée Roosevelt de Reims.

Le lycée professionnel Le Château de Sedan et le lycée polyvalent Jean-Talon de Châlons-en-Champagne, vainqueurs en 2010, remettront leur titre en jeu lors de la finale académique.

L'UNION
ECONOMIE

Saint-Valentin à la Région

Je t'aime moi non plus

C'était la Saint-Valentin comme a cru bon de le rappeler un élu hier, en début de séance. Ce qui explique pourquoi la commission permanente a plutôt fonctionné sur le mode de Je t'aime moi non plus.

La première à intervenir sur un mode mineur, c'est Eric Lantselet qui a réclamé un débat, au nom de l'écologie bien sûr, sur les subventions allouées aux producteurs de champagne pour exporter. Ne faut-il encourager plutôt ceux qui font du champagne bio que les autres ? a-t-il demandé. Ce qui a laissé

dubitatif le président Bachy pour qui exporter c'est exporter. Mais la véritable amorce au consensus amoureux qui prévalait jadis dans l'hémicycle, c'est quand Marc Sebayron a rétorqué qu'on alloue des subventions aux syndicats alors même qu'on ne dispose de leur rapport de comptes qu'en

avril. « Il n'y a pas de raison d'être suspicieux par principe », a répondu le président Bachy soudain suspicieux.

« Suspicion »...

La baïe que le président pensait avoir renvoyée est revenue sur le cours libre par Bérangère Poletti qui s'est interrogée sur l'utilité de cet « subvention ». Ce qui a évidemment énervé Karine Jarry du parti communiste qui pense que quand il s'agit des organisations patronales, on n'en fait pas tout un fromage.

Bruno Suteil du Front National, qui boit du petit-lait, a rappelé qu'on a lui qu'il était contre les subventions pour les organisations politiques. Mais qu'il ne comprenait pas pourquoi on opposait artificiellement Medef et syndicats alors qu'ils s'entendent comme brorons en foin.

La preuve, ils se tuent. Argument qui a fait bondir le socialiste Olivier Girardin : « Je n'ai pas Karine Jarry, Marc Sebayron, et même son père qui est UMP, ce qui ne veut pas dire qu'on est forcément d'accord politiquement ». Plus périodiquement, Girardin a rappelé à son collègue aubain que cela ne le dérangeait pas de voter des subventions pour le Medef à Troyes, sans exiger aucun compte !

« Nationaliste » !

On s'est encore frotté lorsqu'il s'est agi de débattre d'une subvention au Groupement des retraités éducatifs pour l'enseignement du français en



Comme l'a constaté le président Bachy, le climat est moins idyllique qu'avant.

Russie : soit 5 500 euros pour 10 semaines de cours. « Bravo pour la défense de la langue française », a tenu Jean-Paul Bachy qui a taxé le sieur Sebayron de « nationaliste ».

Accusation apparemment infamante, puisque Marc Sebayron a eu ce cri du cœur : « Je n'accepte pas l'accusation de nationalisme ».

Et comme il fallait bien boucler la boucle, Marc Sebayron a

voté contre une subvention de 8 000 euros pour l'association « Actions et coopération Afrique-Asie handicaps et solidarité », sise à Troyes.

Le président Bachy s'est fait un malin plaisir de rappeler que le même Sebayron a voté une subvention pour la même association à la mairie de Troyes dirigée par François Baroin.

Au final, Jean-Paul Bachy n'a pu que faire ce constat : sur les

18 millions d'euros et brochures que la commission permanente de la Région a voté hier, seulement un seul a fait débat. Pour demandé en en vote. Simple.

C'est le prix de la Saint-Valentin qui a voulu faire à sa destination.

btesta@y



L'UNION

19 ET 20 FÉVRIER 2011
 ST-ÉMÉNEHOULD
 (SORTIES ACCESSIBLE A4)
 ANTIQUITES
 Ouverte de 10 à 20 heures
 manifestation organisée par le "Lions Club" pour ses œuvres sociales
 Entrée : 4 €
 Salle chauffée - RESTAURATION SUR PLACE

LES PRESIDENTS

PETITES AFFICHES
MATOT BRAINE

Conférence Étienne de Montgolfier, Président de l'Union des Maisons de Champagne et co-président du CIVC, interviendra lors de l'Université sur les clés du succès du champagne et les enjeux de la filière.

« Ne pas perdre de valeur ajoutée »

Depuis la fin du XIX^e siècle, le champagne a su se forger une image forte sur le marché mondial. Comment y est-il parvenu ?

Le champagne est un échec commercial qui se transforme en succès marketing. Au départ, le vin rouge de Champagne ne se vendait pas, en raison de sa qualité très moyenne, à quelques exceptions près. Devenu blanc et mousseux, il a séduit les gens importants dans le monde entier.

Le champagne est surtout parvenu à protéger son image très rapidement...

En effet, au-delà d'un produit, les marques ont initié un phénomène de défense à la fois contre le phylloxéra et contre les imitateurs, grâce notamment à la création du syndicat des grandes marques dès 1882 : En 1885 déjà, la cour d'Angers donnait déjà raison aux Maisons de Champagne.

Maisons et vigneron se sont finalement retrouvés dans cette défense de l'appellation qui profite aujourd'hui à tous ?

Si le champagne va bien, c'est généralement parce que nous avons su organiser une défense collective et réaliser des progrès techniques tant sur le plan de la vigne que sur celui



Étienne de Montgolfier est le Président de l'Union des Maisons de Champagne.

de l'oéologie. Et surtout, nous avons su nous accorder. Cette fameuse régulation champenoise dont l'art est de pratiquer une économie régulée dans un monde de libéralisme sauvage.

Comment parvenir à s'entendre malgré les différences ?

Les vignerons qui contrôlent toujours environ 90 % du vignoble ont vu leur statut protégé et se sont déve- loppés sur le marché français, tandis que les Maisons se sont surtout déve- loppées à l'export. Notre réussite est basée sur une liberté d'entreprendre avec un consensus social. Cela résulte de l'aptitude qu'ont les Champenois

à discuter de manière ferme et ensuite à respecter leurs accords.

Quels sont les dangers auxquels pourrait être confrontée la filière ?

Nous ne devons pas freiner le dynamisme des uns et des autres ni produire un champagne normalisé. Nous devons aussi veiller à ce que le champagne ne perde pas de valeur plutôt qu'il n'en crée. En effet, le prix du kilo de raisin est passé ces dernières années de 34 % à 38 % du prix HT de sortie de la bouteille. Le prix du raisin est devenu une rente. Cela ne me choque pas à condition qu'on ne perde pas de valeur ajoutée. Ce qui me fait mal c'est de voir que certains champagnes de marque sont vendus à 26 euros dans le Duty free shop de l'aéroport de Moscou où l'on trouve un mousseux russe à 23 euros. Notre danger serait de banaliser notre produit et d'offrir à nos concurrents de plus belles marges. Certains peuvent être tentés de baisser leurs prix pour faire grossir les volumes et permettre de revendiquer la présence significative de leur marque sur le marché mondial...

La crise est-elle derrière le monde du champagne ?

La crise, nous l'avons vécue. Mais

depuis juillet 2010, les prix remontent. C'est une bonne nouvelle. Les expéditions sont reparties de plus belle manière que nous le pensions et nous sommes dans la fourchette haute de nos prévisions. Cette tendance se poursuit en janvier. La crise nous a aussi prouvé que quand les prix baissent le champagne est très attractif.

Quels sont aujourd'hui les marchés d'avenir pour le champagne ?

Les États-Unis sont bien repartis, ce qui n'est malheureusement pas le cas pour l'Angleterre qui est notre premier pays importateur. Aujourd'hui, 87 % du champagne se vend en Europe élargie. Est-ce qu'il n'y a pas de place plus importante pour nous dans les 13 % restant ? Nous espérons beaucoup de pays comme le Brésil, la Corée du Sud ou l'Australie par exemple. L'économie australienne est en plein essor. Et au fond, les Champenois aiment que les autres aillent bien...

PROPOS RECUEILLIS PAR
BENJAMIN BUSSON

Les Jeudis de l'Université - Jeudi 10 février 2011 à 17h - Campus Moulin de la Housse (Amphi 5) - Entrée libre.

LES JEUDIS DE L'UNIVERSITÉ

■ UIMM

« On rame pour recruter »

Un personnel vieillissant et peu renouvelé. C'est le constat des professionnels de la métallurgie : le secteur demeure toujours le premier employeur de la région et des Ardennes avec, pour ce seul département, 17 000 salariés.

Or, pour conserver cette

dominante, les industriels ont besoin de recruter. Le sujet inquiète tout particulièrement le secrétaire régional de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, Lionel Vuibert.

« On rame. » C'est devenu un souci récurrent de la profession (qui comprend l'activité de fonderie, de fonte mais aussi le domaine de la plasturgie). Car le secteur attire peu. « C'est d'abord une question d'image et l'actualité récente avec Porcher ne nous aide pas. »

Le problème est même devenu chronique. Conséquence : les employés vieillissent et ne sont pas toujours

remplacés. Le taux d'employés de plus de 50 ans atteint les 25 %. De fait, même si la tendance est de produire toujours autant voire plus avec moins de main-d'œuvre, l'industrie a besoin d'embaucher « des collaborateurs très qualifiés ». En attendant, on forme en milieu professionnel et par la promotion interne.

Mais la solution la plus pérenne passerait par la constitution d'un pôle fort. Pour y remédier, Lionel Vuibert plaide pour un renforcement de la compétence matériaux, via l'université.

Pourtant, constate le responsable, « Outre la fermeture de

Delphi et de Porcher, l'activité va mieux même si on n'a pas retrouvé le niveau d'avant la crise : la voiture est réduite en terme d'effectif, on a retrouvé un niveau d'activité satisfaisant par rapport aux capacités de travail. »

Et de reconnaître toutefois les effets favorables du chômage partiel et de l'effort en matière de formation professionnelle qui est passé de 12 000 salariés en formation en 2010 pour une durée moyenne de 35 heures contre 900 salariés pour des durées légèrement inférieures « pour une année normale ».

Pour l'année 2011, le respon-

sable du syndicat professionnel de la métallurgie espère bien entendu une pente ascendante. Et pour cela, les entreprises ont besoin de fond de roulement.

« Chaque mois, nous rencontrons les banques pour nous assurer de leur soutien ». De leur côté, les entreprises doivent faire face à la flambée des matières premières. Le souci est de répercuter la hausse auprès des clients ».

L'enjeu « étant que le prix matière soit le moins important possible dans le prix de revient du produit ». En gros, le secteur aura à résoudre une équation à plusieurs inconnues.

Lionel Vuibert voudrait valoriser davantage les métiers de l'industrie.



L'UNION
ECONOMIE

Ma mini entreprise ne connaît pas la crise

Quand il s'agit d'inventer de nouveaux produits, les jeunes Champardennais ne manquent pas d'imagination. Les uns recyclent les vieux CD en miroirs, d'autres fabriquent des sacs avec des briques de lait et de jus d'orange vides, les troisièmes créent des t-shirts équaliseurs (qui indiquent l'intensité d'une conversation) ! Et il s'agit de produits bien réels, qui seront commercialisés d'ici à la fin de l'année scolaire.

C'est le fruit du travail des mini-entreprises fondées aux quatre coins de la région par des petits groupes de collégiens, de lycéens, d'étudiants ou de jeunes des Missions locales. Bien que n'ayant pas de statut juridique propre, la mini-entreprise fonctionne comme une grande, sur le modèle coopératif : elle a un capital, un compte en banque, une hiérarchie avec un PDG élu, une activité manufacturière ou de service, des objectifs de rentabilité, des fournisseurs et (si possible) des clients, etc.

« Quarante et une mini-entreprises fonctionnent actuellement en Champagne-Ardenne », mentionne Leïla Benyahia Chioukh, la coordinatrice régionale d'Entreprendre pour Apprendre. C'est en effet sous l'égide de cette association nationale, présente localement depuis 2008, que ces sociétés en herbe naissent et vivent leur existence éphémère au sein des établissements scolaires.

Initiation à l'entrepreneuriat

« L'objectif d'Entreprendre pour Apprendre est d'initier les élèves au monde économique et à l'entrepreneuriat, et de leur faire découvrir des métiers. La mini-entreprise permet de gérer un projet complet de création d'entreprise. » Le réseau consulaire a vu tout l'inté-

rêt d'une telle initiative, puisque la chambre de commerce et d'industrie de région fait partie des six membres fondateurs, et que la CCI de Reims-Epernay héberge l'association dans ses bureaux. La Région et le FEDER sont les financeurs principaux de l'association. Les acteurs économiques locaux sont également très impliqués, puisque chaque mini-entreprise bénéficie de l'expérience et des conseils d'un chef d'entreprise ou d'un cadre, nommé ici le "parrain". Celui-ci intervient plusieurs fois au cours de l'année auprès des jeunes entrepreneurs qui, pour leur part, consacrent une cinquantaine d'heures à leur projet aux côtés de leurs enseignants (sans compter le travail personnel effectué en dehors des horaires de classe).

Une attestation est délivrée à chaque élève en fin d'année et un championnat régional, national et même international permet à chaque projet de s'étalonner par rapport aux autres. Mais le plus important reste de familiariser les jeunes avec le monde de l'entreprise, de les aider à choisir leur orientation et, pourquoi pas, de les inciter à devenir un jour des entrepreneurs "en vrai". Il existe d'ailleurs quelques exemples en France de mini-entreprises devenues des entreprises à

part entière. C'est enfin un réel exercice de démocratie, puisque les décisions les plus importantes sont prises à la majorité. Au petit jeu de la mini-entreprise, la Champagne-Ardenne tire son épingle du jeu. « Sur dix-sept régions impliquées, nous sommes la quatrième en termes de projets », se félicite Leïla Benyahia Chioukh. Avec le second permanent de l'association, Victor Lefebvre, elle suit les deux autres programmes d'Entreprendre pour Apprendre :

"Notre commune", action destinée à sensibiliser sous forme ludique les CM1/CM2 à la citoyenneté et à la vie économique, et "le Yep" (Young Enterprise Project), l'équivalent de la mini-entreprise, mais en plus poussé pour les étudiants.

Contact *Entreprendre pour Apprendre* : Leïla Benyahia Chioukh, coordinatrice régionale.
Tél. : 03.26.50.62.32
Courriel : leila.benyahia@entreprendre-pour-apprendre.fr

Site : www.entreprendre-apprendre.fr



Courriel : info@reims.cci.fr



La mini-entreprise des élèves de 3^e DP3 du collège Pierre-Souverville de Pontfaverger a créé un tee-shirt, sous le parrainage d'Alain Michelon, gérant de « AM Composition » à Cormontreuil.



**JOURNAL DE LA
HAUTE-MARNE**



**Le Journal de
LA HAUTE-MARNE**



JHM

**> Bâtiment : le Medef déplore une
baisse des prix et des marges.**

Le Medef Champagne-Ardenne a livré sa traditionnelle note de conjoncture. Avec quatre à six semaines d'intempéries au début de l'année et un mois de décembre complètement désorganisé, la trésorerie des entreprises du bâtiment a beaucoup souffert en 2010. Après la mise en place des plans de relance de l'Etat en 2009 et 2010, le secteur peine à trouver de nouveaux relais pour l'activité. La concurrence est toujours croissante avec la présence sur les marchés locaux d'entreprises nationales, réduisant les prix et les marges. Enfin, le bâtiment champardennais a préservé son outil de production et continue à renouveler sa pyramide des âges en recrutant plus de 4 000 salariés par an.



REVUE DE PRESSE



L'EST ECLAIR



Pierre Possémé, à droite, avec Philippe Adnot, Dominique Lemelle et Michel Rudent : le débat sur Cap 2030 promet d'être animé

Le Medef régional veut relancer Cap 2030

Quelques jours après son échec aux élections à la chambre régionale de commerce et d'industrie, le Medef régional s'est retrouvé à Troyes pour son assemblée générale trimestrielle. L'occasion de panser la blessure laissée par cet échec qui a vu les deux candidats échouer alors même que les adhérents du Medef étaient archi-majoritaires dans l'assemblée. « Bien sûr, on en a parlé, reconnaît Pierre Possémé, le président du Medef régional. C'est un échec quelque part, mais il faut rebondir ». « Il y a un mandat de cinq ans. On est dans l'après », renchérit Michel Rudent, le président départemental.

Le Medef est d'ailleurs décidé à embrayer. « Deux branches professionnelles viennent de nous rejoindre : le textile qui revient et la téléphonie avec Unetel. Ce qui fait que seize branches professionnelles nous font confiance », se félicite Pierre Possémé qui veut reprendre immédiatement l'initiative en relançant deux idées. La première ne fera pas polémique. Il s'agit de réfléchir à la mise sur pied d'un fonds d'investissement régional. « Pour faire fonctionner nos entreprises, il faut des fonds. Les entreprises françaises sont sous-capitalisées. L'idée serait de créer des fonds privés avec des commissions de chefs d'entreprise pour juger des dossiers », explique Pierre Possémé.

L'autre idée est beaucoup brûlante : « Nous allons continuer à travailler sur Cap 2030 et rentrer dans le cœur des dix propositions. On va se rapprocher du conseil régional et élargir le débat pour qu'il sorte du Medef. On cherche un leader dans chaque département pour conduire la réflexion », explique Pierre Possémé.

Philippe Adnot fâché par Cap 2030

Sauf que, Cap 2030, dans sa version actuelle, explique en grande partie l'échec du Medef à la CRCI. Et c'est Philippe Adnot, président du conseil général de l'Aube, invité par le Medef régional, qui a porté le fer : « Ce document est totalement inacceptable et irréaliste. Vous voulez mettre toutes les administrations à Reims, vous voulez une région centrée uniquement à Reims. Ça n'a aucune chance de voir le jour. Vous ne suscitez que des oppositions. Si un chef d'entreprise aubois votait pour ça, il voterait pour sa propre disparition ».

« C'est un scénario, il faut qu'on dérange, qu'on pose des questions », se défend Pierre Possémé. Le document, dans sa version actuelle, n'a été présenté et débattu qu'à Reims. Pour Philippe Adnot, il est à réécrire totalement : « Une région forte passe par une pluri-centralité. Ce n'est pas en affaiblissant les autres que vous deviendrez plus fort. Vous ne créez rien en ramenant tout à Reims ».

À ses côtés, les chefs d'entreprises aubois opinent du chef. Les blessures régionales sont loin d'être cicatrisées.

REIMS
PREMIERE
PAGE